



Jean-Pierre Muller/AFP

Et si la petite affaire de la déchéance de la nationalité en cachait une autre, beaucoup plus grande et préoccupante : la déchéance d'une nation abandonnée par son élite politique ?

La déchéance d'une nation

Tripatouiller la Constitution sur une mesure insignifiante, comme la déchéance de nationalité, ne masquera pas longtemps les terribles blocages français. Ceux d'un pays paralysé par ses règles, ses statuts, ses barrières.

LA
CHRONIQUE
d'Edouard
Tétreau



Déchéance : le fait de déchoir. » Le Petit Robert édition 1977, qui accompagne votre chroniqueur depuis son âge de raison, est formel : la déchéance, opportunément logée entre la dèche et le déchet, n'est pas quelque chose de très agréable. Déchoir, c'est « tomber dans un état inférieur à celui où l'on était ».

Et si la petite affaire de la déchéance de la nationalité en cachait une autre, beaucoup plus grande et préoccupante : la déchéance d'une nation abandonnée par son élite politique ?

Depuis quatre-vingts jours et les attentats du 13 novembre, le président de la République et son Premier ministre, en plein état d'urgence, mobilisent une grande part de l'appareil d'Etat, notamment l'appareil judiciaire et ses plus fins juristes, et vont bientôt divertir les 577 députés et 348 sénateurs de leurs travaux, aux seules fins de créer une procédure de déchéance de la nationalité pour ceux des 3,3 millions de binationaux qui deviendraient terroristes. Une loi qui vise donc exclusivement 5 % de la population française, ainsi stigmatisés, alors même que seuls deux des terroristes du 13 novembre étaient des binationaux. « *Quand vous êtes embêtés, embrouillez tout* », disait Henri Queuille.

Embêtés, il y a de quoi l'être en 2016, en effet. La France est aujourd'hui le seul pays d'Europe occidentale à ne pas avoir inversé la courbe du chômage depuis 2012. Des années pourtant particulièrement propices à la création d'emplois, avec une politique monétaire excessivement accommodante ; des taux d'intérêt quasi nuls ; des prix du pétrole au plus bas depuis douze ans, créant des gains inouïs de compétitivité pour les entreprises et de pouvoir d'achat pour les consommateurs. Malgré ces effets d'aubaine qui ne dureront pas, à cause d'un ralentissement déflationniste et dangereux de la croissance mondiale, les chiffres (Eurostat) sont

terribles pour notre pays : entre juillet 2013 et septembre 2015, la France a créé moins de 60.000 emplois privés ; dix fois moins que l'Espagne ; huit fois moins que l'Allemagne ; six fois moins que l'Italie. Et... six fois moins que les emplois publics créés sur la même période en France (faux emplois jeunes dits « contrats d'avenir », postes dans l'Education nationale, etc.), alors que nous n'en avons plus les moyens. Témoin, le niveau de notre déficit public 2015, que certains se réjouissaient de son niveau de « seulement » 70 milliards d'euros, alors que, actualisée à un taux de 2 %, cette rente négative constitue un passif à terme de 3.500 milliards d'euros venant s'ajouter à notre dette actuelle de 2.100 milliards d'euros.

Nous faisons douze fois moins envie aux réfugiés que l'Allemagne.

A part le ministre de l'Economie, qui fait le constat d'un état d'urgence d'abord économique et social ?

A côté des chiffres du chômage, de l'incapacité des gouvernements successifs depuis quarante ans à redresser les comptes publics, à faire de la croissance, ou à créer les conditions d'une société plus juste et plus ouverte, une nouvelle statistique européenne vient révéler l'ampleur de notre déchéance. D'après Eurostat, tandis que plus de 1 million de réfugiés demandaient l'asile en Allemagne, moins de 80.000 réfugiés formulaient cette demande pour la France. Nous faisons 12 fois moins envie que l'Allemagne. 158.657 Syriens se sont vu accorder le droit d'asile en Allemagne, contre 3.533 en France. Nous sommes 45 fois moins accueillants que l'Allemagne. Singulière performance pour le pays des droits de l'homme.

Ces statistiques feront plaisir au Front national et à ceux, toujours plus nombreux à gauche et à droite, qui leur courent après. Croient-ils que c'est en faisant fuir ses talents actuels (jeunes diplômés, entrepreneurs, fortunes) et futurs (réfugiés économiques et politiques apportant leur énergie, leur désir

de travailler et de vivre mieux) qu'ils relèveront notre pays ? Peuvent-ils ignorer l'autre scandale de Calais ? Celui de familles qui ont risqué tout, leur vie et celle de leurs enfants, et se retrouvant en France après des milliers de kilomètres et de risques, qui mettent à nouveau leur vie en péril pour... nous quitter.

A part le ministre de l'Economie, ou François Fillon, qui fait aujourd'hui, dans la classe politique, le constat d'un état d'urgence d'abord économique et social ? Celui d'une société bloquée, claquemurée, dans laquelle se renforcent les privilèges de ceux qui ont déjà tout, grâce au Code du travail, à des statuts d'exception dans le privé et à un statut de la fonction publique excessivement généreux et protecteurs, et tant pis pour les autres. Les 5,5 millions de demandeurs d'emploi, dont les 2 millions de jeunes sans projet éducatif ou professionnel malgré les 32 milliards de la formation professionnelle. Les 300.000 enfants sortant du CM2 avec de graves lacunes de lecture et d'écriture ; les 122.000 enfants sortant chaque année du système scolaire sans diplôme, malgré les 1.052.000 fonctionnaires et le budget annuel de 78 milliards d'euros de l'Education nationale. Plutôt que de s'attaquer courageusement à la source de nos maux, ces gageages infâmes nourrissant un dangereux sentiment d'injustice française, il est si commode de tripatouiller la Constitution sur une mesure insignifiante.

Qui mettra un terme à la déchéance de la nation ? Les artificiers de cette déchéance de la nationalité que les prochains attentats achèveront de discréditer ? Ou bien celles et ceux, de tous bords, et le plus possible issus de la société civile, fonction publique incluse, qui réussiront à remettre en mouvement un pays prisonnier de ses règles, statuts, privilèges et barrières. Ceux qui proposeront l'espoir et le mouvement, plutôt que la fermeture et la peur. Une offre et une méthode politiques nouvelles, plutôt que celles, toujours plus indistinctes et moisis, que proposent aujourd'hui la droite, la gauche et le Front national réunis.

Edouard Tétreau est associé gérant de Mediafin (www.edouardtetreau.com), auteur d'« Au-delà du mur de l'argent » (Stock).